

La SÉCU : un bien commun à défendre !

La décision de nommer un premier ministre fidèle parmi les fidèles de Macron ne peut nourrir aucune illusion !

Il demeure que les politiques menées depuis de nombreuses années par tous les gouvernements qui se sont succédé, ont été mené dans le seul intérêt des entreprises et des actionnaires. C'est ainsi que la Sécurité sociale

est l'objet de toute leur attention pour réduire et à terme modifier son financement, transformer son périmètre au profit des assurances privées.

Depuis 2017, Macron a accentué la pression et toutes les mesures prises ou en attente ont gravement abîmé notre Sécurité sociale, le système de santé, notre droit à la santé.

Une politique mortifère pour la population et le pays

Le discours du gouvernement autour de la dette, « du surendettement » n'a pas d'autre objectifs que de poursuivre la même politique des trente dernières années : pauvreté, précarité, chômage et remise en cause des droits dont ceux garantis par notre système de protection sociale, ET enrichissement, main-basse sur les richesses produites par le travail par une petite caste d'actionnaires et consorts.

Pour atteindre ces objectifs, l'entreprise de culpabilisation, de responsabilisation des un.es et des autres fonctionne à plein turbot !

Le résultat est sans appel : plus de 12 millions de personnes sous le seuil de pauvreté, 6 millions de chômeurs, extension des déserts médicaux à tous les territoires, augmentation du renoncement aux soins...Les inégalités sociales et territoriales n'ont jamais atteint un tel niveau de gravité

Dans le même mouvement Macron n'a eu de cesse de distribuer l'argent de nos impôts aux entreprises, au nom de l'emploi, de la compétitivité, soit quelques 211 milliards par an, dont près de 80 milliards d'exonérations de

cotisations patronales, argent stérilisé qu'on retrouve dans la distribution des dividendes et les quelques 500 familles qui sont « assises » sur un patrimoine de 1228 milliards d'euros !

NON ! Aucun.e d'entre nous n'est responsable des dettes publiques ! ET NOUS NE DEVONS PAS CULPABILISER DEVANT NOS ENFANTS !

Nous les subissons au quotidien, dans nos chairs et nos rêves !

ET Bayrou s'apprêtait à aggraver les conditions de vie de tout le monde, au nom des 44 milliards d'économies supposées nécessaires : sans exception, salarié.es du privé, fonctionnaires, retraité.es ou chômeurs/chômeuses nous devrions accepter : le doublement des franchises et forfaits médicaux, le déremboursement en continu des médicaments, l'extension du délai de carence pour les arrêts de travail, le durcissement des conditions de prise en charge des ALD ...

ENCORE PLUS DE RESTES À CHARGE, DE RENONCEMENT AUX SOINS !

PENDANT CE TEMPS, AUCUNE REMISE EN CAUSE DES 211 MILLIARDS OFFERTS AUX GRANDES ENTREPRISES SANS CRITÈRE



Les dépenses sociales, la Sécurité sociale ne sont pas le problème : c'est la SOLUTION !

Il y a 80 ans, la Sécurité sociale devenait une réalité dans un pays détruit par la guerre : en libérant les travailleuses et les travailleurs de la peur du lendemain, de la naissance à la mort par un système solidaire : « chacun reçoit selon ses besoins et contribue selon ses moyens ». C'est le prélèvement « à la source » sur les produits du travail, donc les profits, **la cotisation sociale**, qui a permis ce formidable développement économique et social : en améliorant la santé des travailleurs la Sécurité sociale a contribué au développement d'une nouvelle efficacité économique et sociale, tant au niveau de la

production, de la réponse aux besoins matériels, qu'au niveau général de la population (services publics, éducation, culture...)

Assécher aujourd'hui les ressources solidaires de la Sécurité sociale par les exonérations et la fiscalisation : la CSG, la TVA autre impôts divers dépendant du pouvoir politique, c'est appauvrir la population et le pays

Alors, ce ne sont pas les recettes éculées de réduction comptables des dépenses de santé et de retraite qui solutionneront la dette imputable aux politiques ultra-libérales !

Seule la réponse aux besoins sociaux de santé peut sortir de l'ornière toute notre protection sociale !

La refondation de notre système de santé, des hôpitaux, des centres de santé, des EPHADS publics, des milliers d'emplois dans le médico-social pour faire face au vieillissement de la population et maladies chroniques... appelle un développement très conséquent des ressources de la Sécurité sociale et du budget de l'État

La prise en charge à 100% des soins prescrits, une nécessité de justice sociale

La défense de notre système solidaire de retraite pour garantir un départ à 60 ans

Le relèvement du défi climatique, sont autant d'objectifs atteignables si nous allons chercher l'argent là où il est !!

Des recettes urgentes et immédiates !

Oui c'est possible : c'est justement ce que le gouvernement et le patronat ne veulent pas : s'attaquer plutôt au coût du capital !

- ➔ En finir avec les exonérations de cotisations patronales qui pèsent sur le budget de l'Etat et oblitérent les marges de manœuvre de la Sécurité sociale (80 milliards)
- ➔ Transformer progressivement la CSG en cotisations sociales
- ➔ **Faire contribuer les revenus financiers des entreprises, qui ont explosé** : ceux-ci ne contribuent pas au financement de la Sécurité

sociale. C'est possible, tout de suite de dégager près de 172 milliards pour l'Assurance maladie, le financement des hôpitaux, le retour à la retraite à 60 ans !!

- ➔ **S'engager dans une véritable réforme de financement, permettant d'allier augmentation des cotisations sociales et développement de l'emploi et formation**

Seul le retour à la démocratie par l'élection aux conseils d'administration, permettra de créer le rapport de force à la hauteur des enjeux !



☐ **J'adhère au PCF**

☐ **Je veux aider financièrement**

je verse : € (la remise d'impôt sera de 66 % de ce montant)

Chèque à l'ordre de ANF-PCF

REJOIGNEZ LE PCF



Prénom :
Nom :
Adresse :
CP/ville :
Téléphone :
E-mail :

Imprimé pour nos adhérents / Ne pas jeter sur la voie publique